

CINÉMA D'ÉTÉ : Notre guide des films > Aujourd'hui, l'automne
Pages C9 à C12

La Presse

cyberpresse.ca

SPORTS

Michael Schumacher
Mike Weir

Grand Prix > Le top 25 de la F1 page F1
Golf > Weir est déjà loin des meneurs page F17
Hockey > Soirée de gala dans la LNH page F16

MONTRÉAL | VENDREDI 13 JUIN 2003 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 119^e ANNÉE > NO 230 > 76 PAGES > 6 CAHIERS | 65 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > GATINEAU-OTTAWA > 70¢

Le premier budget Séguin: 10 pages, cahier B

« Faire sans l'État »

> Les entreprises durement touchées

> Sursis accordé aux garderies

> Pas de hausse d'impôt et de taxes

> Des « contrats de ville » à renégocier

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le premier budget du gouvernement Charest sonne avant tout le glas d'une série d'interventions gouvernementales destinée à favoriser le développement économique. Pour maintenir le déficit à zéro, dans son premier budget déposé hier, le ministre des Finances, Yves Séguin, a opté pour des ponctions importantes dans l'aide aux entreprises.

« Plutôt que de nous demander ce que l'État peut faire pour nous, demandons-nous plutôt ce que nous pouvons faire sans lui », a dit M. Séguin aux entreprises. Les trois milliards accordés chaque année en aide aux corporations seront réduits de 759 millions. Ces mesures « coûtent extrêmement cher, deux fois plus que tout le réseau des garderies », a observé le ministre Séguin hier.

Ce geste, surtout à compter de l'an prochain, permettra de dégager la marge de manoeuvre nécessaire aux réductions d'impôts annuelles de un milliard, promises pour le prochain budget. « On veut dans les prochaines années ramener les mesures fiscales qui ont beaucoup bénéficié à des clientèles privilégiées vers les gens ordinaires », a soutenu M. Séguin. Pour l'heure, toutefois, les gens ordinaires attendront. Bien peu de mesures touchent effectivement les gens dans la vie de tous les jours.

M. Séguin fait table rase du budget de Pauline Marois, présenté en mars, à la veille du déclenchement des dernières élections.



Le ministre des Finances, Yves Séguin, est applaudi par le premier ministre, Jean Charest, et la vice-première ministre, Monique Gagnon-Tremblay, après la présentation de son budget, qui marque le début de la « révision du rôle de l'État » en annonçant une diminution draconienne des mesures de soutien financier et fiscal aux entreprises.



CLAUDE PICHER

Un budget charnière

QUÉBEC — Le premier budget d'Yves Séguin comporte un aspect moins spectaculaire que la traditionnelle valse des millions, mais probablement plus important.

Le ton, le propos, l'argumentaire, les intentions clairement exprimées du nouveau ministre, tout, tant dans le discours proprement dit que dans les documents budgétaires, tranche nettement avec l'approche de ses prédécesseurs Pauline Marois, Bernard Landry, Jean Campeau, André Bourbeau, Gérard-D. Levesque, Yves Duhaime, Jacques Parizeau, et on pourrait même remonter jusqu'à Raymond Garneau.

Bien qu'en désaccord sur de nombreux points de détail, tous ces ministres, péquistes et libéraux confondus, partageaient une vision commune sur l'importance de la politique budgétaire comme levier interventionniste et outil de politique sociale. Il n'est pas exagéré de dire qu'Yves Séguin, hier, a déposé un budget charnière. Il a mis fin à une approche qui a dominé la politique budgétaire québécoise depuis plus de 30 ans.

Voir ÉTAT en A2

Voir BUDGET en A2

Le maire se dit déçu

SÉBASTIEN RODRIGUE et FRANÇOIS CARDINAL

LE MAIRE Gérald Tremblay a accueilli comme une gifle l'intention du gouvernement libéral de renégocier à la baisse le contrat de ville sur lequel Montréal compte pour assurer son équilibre budgétaire et réduire le déficit actuariel des caisses de retraite.

Le ministre des Finances, Yves Séguin, a annoncé hier que le gouvernement respecterait la signature des contrats de ville de Québec et de Montréal, mais qu'une renégociation de ces ententes allaient s'amorcer « dans le but de rendre les montants engagés plus compatibles avec nos ressources financières ».

L'annonce a rendu Gérald Tremblay furieux. « Il n'y a rien dans ce budget pour Montréal, le gouvernement semble avoir oublié la métropole », a-t-il lancé.

Voir MAIRE en A4

Après une folle journée, « Jacques, les ingénieurs t'attendent »

STÉPHANIE MORIN

« ENVOYEZ VOS QUESTIONS, j'ai le cerveau en mode entrevue. »

Jacques Villeneuve vient de s'asseoir devant quatre journalistes québécois; il achève sa pire journée de l'année. Lui qui déteste le travail de relations publiques, il vient de se farcir 24 entrevues et deux conférences de presse officielles avant de s'attabler dans la salle à manger du Newtown en fin d'après-midi.

Débarrassé (enfin!) de la chemise officielle de l'écurie, en t-shirt kaki et pantalon bleu schtroumpf, le cheveu plus jaune que blond, Villeneuve fait sortir un peu de pression. Il demande un espresso, vilipend le serveur parce que les carrés de sucre ne fondent pas assez vite à son goût — « Jette-moi ça aux poubelles! » — et commence à se détendre.

Sa journée a commencé tôt. À

8 h 30, il était déjà au travail pour préparer son horaire de la journée avec sa relationniste personnelle, Jules Kulpinski. Une heure plus tard, il apparaissait sur la grande place du complexe Desjardins pour sa conférence de presse annuelle.

Autour de la scène, quelque 600 personnes ont applaudi le pilote BAR à son arrivée. Un accueil chaleureux, mais pas délirant. De la petite bière en comparaison de ce qu'on avait vu au Centre Molson en 1997, après que Villeneuve eut décroché son titre. Pas de banderoles ni de drapeaux; pas de cris non plus — sauf pour un spectateur qui a crié à Villeneuve de parler plus fort.

Villeneuve est conscient que sa popularité s'est érodée. « Mais j'ai le respect des partisans qui restent, dit-il. C'est comme pour un groupe rock; il y en a qui ont la cote pour une seule année, puis il y a U2. » Le passage de Bono au complexe

Desjardins aurait sûrement provoqué plus de frénésie...

Pendant 30 minutes, Villeneuve a répondu aux questions, même les plus tordues, sans perdre le sourire.

Sur son début de saison désastreux: « Si je me couchais le soir en me disant que je n'ai pas donné mon maximum, je me sentirais mal, mais je n'ai aucun reproche à me faire. »

Sur son avenir: « Craig (Pollock, son gérant) discute avec plusieurs équipes. Mais je détesterais voir quelqu'un d'autre gagner pour BAR; je suis là depuis le début de l'aventure, c'est comme mon bébé. Ça fait cinq ans que je suis dans l'écurie et la voiture commence à être compétitive. »

Bref, pas de grandes révélations, mais le public est reparti content.

Voir JOURNÉE en A4

MON CLIN D'OEIL STÉPHANE LAPORTE
On sait maintenant qui est la chèvre de monsieur Séguin. Nous.

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Arts et spectacles	C1-C14	La Presse Affaires	
- télévision	C4		D1-D10
Bandes dessinées	E5	Loteries	A2, C14
Bridge	E9	Monde	A6, A7
Décès	A8	Mots croisés	E9, F16
Éditorial	A8	Mot mystère	E5
Êtes-vous observateur?	E6	Petites annonces	E6
Feuilleton	E5	- immobilier	E6, E7
Forum	A9	- marchandises	E7
Horoscope		- emplois	E7, E8
		- automobile	E8, E9
		- affaires	D2

MÉTÉO Voir E2
Averses
Maximum 19 > minimum 13

6 21924 98765 1

Fin de semaine Nikon 13 et 14 juin Vendredi 13 juin de 14 h à 21 h et le samedi 14 juin de 9 h à 17 h

Nikon F75

- Appareil photo reflex 35 mm
- Objectif zoom Nikkor 28-80 mm F3.5-5.6G
- Visualisation profond de champ
- Nouveau posemètre matriciel 3d
- 2 types de mode posemètre • Flash intelligent TTL

539,99\$

Incluant : courroie et pile

Nikon CoolPix 5700

- Appareil photo numérique • Écran pivotant
- Résolution 5 millions de pixels
- Zoom 8X optique équivalent 35-280 mm
- Mode vidéo avec son • Interface USB
- Sabat de flash intégré

1449,99\$

Incluant : carte mémoire 32 Mo et accessoires

Nikon Travelite V 10 X 25 WP/CF

- Grossissement de 10 X
- Format compact et léger
- Idéal pour le plein air

169,99\$

Incluant : étui, courroie et capuchons

L.L.Lozeau

LE GRAND CHEF DE LA PHOTOGRAPHIE ET DES TECHNOLOGIES DE L'IMAGE

(514) 274-6577 | 6224, St-Hubert
www.lozeau.com | Montréal, Québec

1-800-363-3535

Valide jusqu'au 27 juin 2003.

Les photos peuvent différer.

DEMAIN DANS LA PRESSE

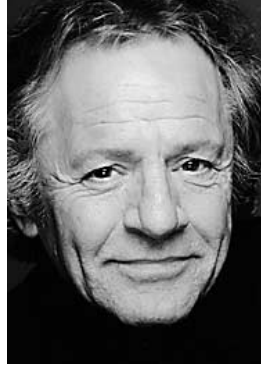


Montréal vu par les touristes

Visiter sa propre ville en touriste est l'expérience la plus dépaysante qui soit. Surtout quand on accompagne un groupe de touristes étrangers qui s'extasient devant les escaliers extérieurs et les cordes à linges! André Désiront nous raconte ses sorties et ses découvertes dans le Montréal des touristes.

À lire demain dans le cahier Vacances/Voyage

AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> Venez fêter avec Claude Léveillé ses 50 ans de carrière à midi trente: cyberpresse.ca/clavardage

> Grand Prix du Canada: suivez la première séance de qualifications à 14 h: cyberpresse.ca

> Vivez en direct l'Omnium des États-Unis dès 8 h: cyberpresse.ca/omnium

POUR NOUS JOINDRE

La Presse / cyberpresse.ca,
7, rue Saint-Jacques, Montréal (QC) H2Y 1K9

TÉLÉPHONE

RÉDACTION

redaction@lapresse.ca (514) 285-7070

ABONNEMENT

(514) 285-6911

abonnement@lapresse.ca 1-800-361-7453

PETITES ANNONCES

petitesannonces@lapresse.ca 1-866-987-8363

DÉCÈS ET REMERCIEMENTS

deces@lapresse.ca (514) 285-6816

LOTERIES LA QUOTIDIENNE > À trois chiffres : 2-2-5 > À quatre chiffres : 0-8-0-7

SUITES DE LA UNE

ÉTAT

Suite de la page A1

Le discours d'hier annule la kyrielle de mesures totalisant 400 millions annoncées alors, à commencer par la déduction fiscale pour les frais de transport en commun jusqu'aux projets pilotes pour la mise en place de la semaine de quatre jours.

Pour les familles, Québec maintient le cap sur l'objectif de 200 000 places dans les garderies, mais revient à l'échéancier initial de mars 2006, alors que Pauline Marois avait devancé d'un an cette cible. Le ministre responsable, Claude Béchar, passera l'été en consultation sur les façons de financer le système et les plus fortunés devront contribuer davantage, a laissé entendre M. Séguin hier.

D'autres décisions difficiles sont aussi reportées. Québec maintient l'engagement de principe sur les « contrats de ville » avec Montréal et Québec. Mais M. Séguin prévient du même souffle que des négociations seront enclenchées avec les villes « dans le but de rendre les montants engagés plus compatibles avec nos ressources financières ». Le ministre Séguin s'est dit « très ouvert » à une discussion pour revoir les sources de financement des municipalités.

Dans l'immédiat, la chasse aux fraudeurs reprendra, surtout dans la région de Montréal. M. Séguin promet une guerre « musclée » à ceux qui échappent au fisc, notamment dans le secteur de la construction et de la rénovation domiciliaire où on estime pouvoir récupérer 100 millions.

Sur le plan social, les mesures sont timides: 18 millions de plus pour les enfants astistes, 10 millions pour le logement social — la moitié était déjà annoncée — et cinq millions pour favoriser l'emploi des jeunes démunis. Un geste fera rugir les groupes sociaux: on

Un budget de 54,9 milliards

POUR PARVENIR AU DÉFICIT ZÉRO

- > Les ministères devront réduire leurs dépenses de 793 millions
- > Les entreprises seront privées de 759 millions
- > Hydro-Québec, Loto-Québec et la SAQ devront verser 695 millions de plus en redevances

LES MINISTÈRES GAGNANTS

- > Santé : budget en hausse de 1,2 milliard à 19,1 milliards
- > Éducation : budget en hausse de 397 millions, à 11,5 milliards

IMPÔT SUR LE REVENU : INCHANGÉ

LA DETTE DE L'ÉTAT QUÉBÉCOIS AU 31 MARS PROCHAIN : 111,5 MILLIARDS

réduit sensiblement le nombre des entreprises qui ont à investir 1 % de leur masse salariale dans la formation des employés.

Coupes dans les dépenses

Pour combler « l'impasse budgétaire » de 4,3 milliards estimé par l'ancien vérificateur général Guy Breton, le budget Séguin table aussi sur une réduction de 793 millions des dépenses gouvernementales, dont les détails seront annoncés aujourd'hui par la présidente du Conseil du Trésor, Monique Jérôme-Forget.

« Ils ne pourront pas faire plus de miracles que nous, les recettes du gouvernement ne suffisent pas à répondre aux besoins des citoyens », réplique le critique péquiste aux Finances, François Legault, montrant du doigt la réduction, constante, des transferts fédéraux, de 1,4 milliard (si on ne tient pas compte des 800 millions pour la santé accordés en février). Le trou de 4,3 milliards était « une mascarade pour permettre au gouvernement de ne pas remplir ses promesses avec ce budget sans vision, qui jette le bébé avec l'eau du

bain » en sabrant sans discernement les mesures d'aide aux entreprises, selon lui. Les 700 millions de déficits des hôpitaux, comptabilisés par M. Breton, sont disparus des équilibres, replacés comme avant hors du périmètre comptable du gouvernement.

Pour le chef adéquate, Mario Dumont, M. Séguin rejette la vision économique du gouvernement péquiste, mais ne présente guère de solution de rechange. « On a l'impression que ce budget dit ce qui sera défait, mais ne dit pas ce qu'on fera », déplore-t-il.

Parmi les compressions de dépenses, il faut prévoir une coupe importante de plus de 200 millions dans le principal programme de subventions d'investissement Québec, FAIRE, qui perdra ainsi plus de la moitié de son financement, a appris *La Presse*.

La croissance des dépenses des ministères prévue à 5,6 % par M^{me} Marois en mars sera ramenée à 3,8 %; Québec dépensera 45,8 milliards. La Santé voit son budget augmenter de 1,2 milliard, une hausse de 7,2 % par rapport à l'année dernière. L'Éducation gagne

397 millions, pour une croissance de 3,6 %. Par rapport aux prévisions de l'éphémère budget péquiste, la Santé reste au même point, mais l'Éducation encaisse une réduction d'environ 200 millions. « Ces sommes étaient là pour des besoins réels, s'il manque 200 millions, c'est une coupe dans ce secteur qui devait être une priorité des libéraux », constate Mario Dumont.

Entreprises

C'est avant tout l'aide financière aux entreprises que sabre Yves Séguin. Québec met fin à la politique de crédits d'impôt généraux pour les entreprises qui s'établissent dans des endroits spécifiques. On n'acceptera plus de nouveaux dossiers pour les « Cités » du Multimédia, du Commerce électronique, les carrefours de la nouvelle économie ou la Zone de commerce international de Mirabel, par exemple, pour des économies de 114 millions sur une année complète.

L'ensemble des autres crédits d'impôt aux entreprises est réduit de 25 %, sauf pour ceux des industries culturelles qui diminuent de 12,5 %. Le tour de vis sur la fiscalité des entreprises fera épargner 759 millions sur une année entière, mais seulement 139 millions pourront être récupérés pour l'année financière en cours.

« Il n'y aura pas d'hécatombe » même si la barre est rehaussée, quand on considère l'ensemble des mesures offertes par Québec aux corporations, soutient Yves Séguin, pour qui cette assistance aux compagnies « n'a plus de proportion avec les bénéfices attendus ». Dans certains cas, le cumul des subventions et des crédits d'impôt fait que les fonds publics financent 70 % de projets privés, dit-il.

L'écart de un milliard tant décrié

entre les prévisions de M^{me} Marois et le transfert fédéral réel a disparu comme par enchantement. Ottawa et Québec s'entendront, prévoit M. Séguin. Et il reporte à l'an prochain — tout en prévoyant l'étalement sur cinq ans — la réduction de 294 millions des transferts, constatée durant la campagne électorale.

D'autre part, on tord le bras des présidents des sociétés d'État pour qu'ils versent davantage dans la cagnotte que ce qu'avait prévu Pauline Marois. Hydro-Québec devra verser 600 millions de plus en redevance qu'en 2002-2003, une année de profits pourtant exceptionnels à cause de la rigueur de l'hiver. Loto-Québec devra trouver 75 millions de plus, et la Société des alcools 20 millions, un effort qui ne nécessitera pas de hausse de prix, a fait savoir le président de la SAQ, Louis Roquet, au ministère des Finances.

Budget de transition, le discours d'hier ne fait pas de prévisions à long terme, ne se risque pas à présenter un portrait des finances publiques, même pour l'année prochaine, alors que les prévisions sont normalement faites sur trois ans.

Yves Séguin ramène à 2,5 % la croissance économique pour 2003, qui était précédemment évaluée à 3,5 %. Une diminution théorique de 400 millions dans les revenus autonomes qui sera ramenée à 150 millions à cause d'une inflation plus élevée que prévue.

Ce faisant, Québec camoufle quelques problèmes. En récupérant pour cette année la cagnotte de 809 millions prévue pour la santé dans le précédent budget Marois, il creuse un trou équivalent pour l'an prochain. En tout, on retrouve des exercices comptables pour 1,5 milliard, qui repoussent des problèmes aux prochaines années financières.

BUDGET

Suite de la page A1

Certes, au premier coup d'oeil, on pourrait penser que le ministre a déposé, pour reprendre l'expression consacrée, un « budget de transition ». Les libéraux, pendant la campagne électorale, ont clairement annoncé leur intention de revoir le rôle, la taille et le fonctionnement de l'État. Il ne fallait évidemment pas s'attendre pour autant, moins de 50 jours après les élections, à ce que le nouveau ministre des Finances se lance tête baissée dans de grandes réformes, et il ne le fait pas. Dans ces conditions, on peut se demander s'il était bien justifié, dans les jours précédant le dépôt du budget, de claironner qu'il s'agirait là d'un des budgets les plus importants de l'histoire récente du Québec. Si on sait lire entre les lignes, la réponse est oui.

M. Séguin exprime clairement l'intention, au cours des prochaines années, d'utiliser la politique budgétaire pour « recentrer l'État sur ses fonctions essentielles que sont la santé et l'éducation », dégraisser la machine gouvernementale, laisser plus de place à l'initiative et à l'entrepreneuriat, faire en sorte que le contribuable en ait pour son argent. Jamais un ministre des Finances québécois n'est allé aussi loin dans cette voie. En ce sens, le budget d'hier met la table pour les réformes à venir.

Une petite comparaison, entre autres, permet d'illustrer concrètement le changement de cap. Dans son budget du 11 mars, Pauline Marois annonçait une centaine de petits cadeaux à droite et à gauche; il y en avait en

tout pour 400 millions. Cette opération de saupoudrage est loin de constituer une première. Nombreux sont les budgets (provinciaux et fédéraux) qui ont eu recours, dans le passé, à ce genre de distribution des prix dont l'efficacité est par ailleurs fort douteuse.

M. Séguin supprime tous ces petits cadeaux, ce qui lui permet d'épargner 400 millions, et il propose la démarche inverse: aller chercher près de 800 millions chez les entreprises en supprimant ou modifiant une soixantaine de dispositions fiscales. C'est, si on veut, du « saupoudrage à l'envers ».

Le ministre annonce aussi son intention d'apporter plus de transparence aux finances publiques. Tout indique qu'il ne fait pas une promesse en l'air.

Les documents budgétaires présentés hier sont parmi les plus clairs qu'il m'a été donné de lire depuis une trentaine d'années. Manifestement, le ministre et ses fonctionnaires ont fait un effort de vulgarisation digne d'être souligné. Son discours contient même des passages pédagogiques bien inspirés, comme celui où il explique pourquoi la dette continue d'augmenter alors que le déficit reste à zéro.

Une autre innovation va dans le même sens. Là aussi, il s'agit d'une rupture d'une tradition devenue obsolète. Désormais, le processus budgétaire sera beaucoup plus ouvert. Chaque automne, le ministre publiera

un document décrivant la situation financière du gouvernement, fournissant des prévisions de revenus et de dépenses, et un aperçu de certains grands enjeux financiers. Ce document servira de base à une vaste consultation. Il est grand temps que le Québec (le même problème existe au gouvernement fédéral et dans les autres provinces, mais pas aux États-Unis) dépoussièrera tout le folklore qui entoure le secret budgétaire.

Le contribuable n'est pas touché, ni directement ni indirectement (par le biais de la tarification, par exemple) par ce budget. Les baisses d'impôt promises par les libéraux commenceront à s'appliquer à compter de l'an prochain. C'est d'ailleurs ce qui est inscrit à leur programme.

Pour cette année, la pièce de résistance de ce budget, c'est évidemment la recette concoctée par M. Séguin pour combler le trou de 4,3 milliards identifié par l'ex-vérificateur général, Guy Breton.

Même si l'ampleur du chiffre fait peur, le casse-tête est moins grave qu'on pourrait le penser. Il suffit au ministre de changer quelques chiffres de place, à partir du budget précédent de Pauline Marois, pour récupérer une bonne partie de cette somme. Ainsi, M^{me} Marois avait prévu une réserve budgétaire de 809 millions pour faire face à d'éventuelles hausses de coûts dans le secteur de la santé. M. Séguin n'a qu'à prendre cette réserve

pour diminuer le trou d'autant. De la même façon, comme on l'a vu plus haut, il annule les 400 millions saupoudrés par M^{me} Marois dans une foule de petits cadeaux, ce qui risque de provoquer beaucoup de grincements de dents. D'autre part, l'ex-ministre péquiste avait aussi prévu des compressions de 400 millions dans les dépenses des ministères. Enfin, l'impact des transferts fédéraux basés sur les données préliminaires du recensement sera moins grave (de 300 millions) que ne l'avait prévu vu M. Breton. Une fois que l'on tient compte de tout cela, le trou passe de 4,3 à 2,4 milliards.

Pour combler ce montant, M. Séguin met les sociétés d'État à contribution à hauteur de 700 millions (particulièrement Hydro-Québec, qui sera appelée à elle seule à augmenter son dividende de 600 millions), introduit toute une série de restrictions fiscales à l'égard des entreprises, à qui on demande globalement une contribution frisant les 800 millions, annonce des compressions additionnelles de 400 millions dans les dépenses de programmes, et effectue un gain non récurrent de 600 millions en apportant des changements techniques à la perception de la taxe de vente et au calendrier de remboursement de sommes exigibles par Ottawa.

Si on se fie uniquement aux mesures fiscales et budgétaires annoncées hier, il s'agit bel et bien d'un budget de transition typique. Si on considère le ton et l'approche du ministre, les Québécois viennent d'assister à la première étape d'un virage majeur.



Tommy Armour
FER TOMMY ARMOUR 845 SILVER BACK
Un bâton qui pardonne pour un sport qui ne pardonne pas.

Le plus grand magasin de golf au Canada

SUPER DÉMO - SAMEDI 14 JUIN
Club de golf de l'île de Montréal de 10 h à 15 h

Venez faire l'essai des plus grandes marques de bâtons de golf.
Rencontrez sur place 19 des plus grands manufacturiers.



Montréal
Saint-Léonard
Laval

1231, rue Ste-Catherine Ouest
6705, boul. Métropolitain Est
3954, Autoroute 440 Ouest

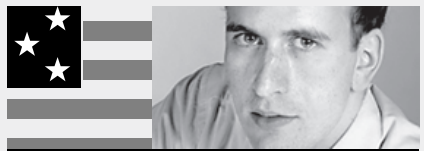


www.GolfSurface.net



Club de golf de l'île de Montréal
3700 Damien Gauthier
Pointe-aux-Trembles, Qué.
Sortie 87, autoroute 40 est

ACTUALITÉS

Proche-Orient:
Bush
sous pression

ALEXANDRE SIROS

LA PRESSE À WASHINGTON

Porteur d'espoir au Proche-Orient il y a une semaine, le président américain, George W. Bush, se retrouve dans une position délicate à la suite de la flambée de violence dans la région qu'il souhaitait pacifier. À Washington, on le critique tant pour ce qu'il a dit au cours des derniers jours que parce qu'il refuse maintenant d'en dire plus.

M. Bush est demeuré silencieux hier à ce sujet, alors que plusieurs analystes et spécialistes du Proche-Orient lui reprochaient de ne pas mettre tout son poids pour défendre et réaliser la « feuille de route ». Ce plan de paix, signé la semaine dernière par le président israélien Ariel Sharon et son homologue palestinien Mahmoud Abbas, prévoit la création d'un État palestinien d'ici 2005.

Mercredi, la réaction de M. Bush aux attaques du jour avait déjà été jugée trop « modérée » par plusieurs. Il a bien sûr condamné l'attentat suicide à Jérusalem, mais ses propos tranchaient avec ceux, plus fermes, tenus mardi à la suite de la première de plusieurs attaques israéliennes contre des leaders du mouvement islamique Hamas. M. Bush s'était alors dit troublé et préoccupé. Il avait clairement indiqué que ce n'était pas la voie à suivre pour obtenir la sécurité en Israël.

Mais ce discours plus déterminé a aussi été vertement critiqué, notamment au sein du Congrès américain. Gary Ackerman, démocrate siégeant à la Chambre des représentants, a répliqué en parlant d'hypocrisie. Car le gouvernement israélien, a-t-il dit, ne fait que lutter contre le terrorisme en suivant l'exemple des Américains.

Un vrai Texan ?

Il n'est donc pas étonnant que M. Bush ait évité hier de condamner la plus récente attaque israélienne à Gaza. Comme les précédentes, bien qu'étant dirigée contre un responsable du Hamas, elle a tué et blessé des dizaines de passants. M. Bush, qui semble vouloir prendre ses distances, n'a pris contact ni avec M. Sharon ni avec M. Abbas au cours des derniers jours.

L'attitude du président nuira au processus de paix, a estimé Eugene Bird, président du Conseil pour l'intérêt national, organisme américain en faveur de la création d'un État palestinien. « Les forces pro-israéliennes à Washington ne veulent pas voir le président intervenir. Mais c'est tout de même sa « feuille de route ». Sera-t-il un peureux ou sera-t-il un vrai homme d'affaires texan, prêt à prendre des risques pour ce en quoi il croit, c'est-à-dire la paix entre Abbas et Sharon ? » a-t-il déclaré au cours d'une entrevue téléphonique.

M. Bird a déploré le fait que M. Bush n'ait pas encore donné de coup de fil à son homologue israélien au sujet de la flambée de violence. « Ce n'est pas sérieux, a lancé M. Bird. Il doit être plus sérieux. S'impliquer tous les jours et téléphoner à Sharon. »

Le président du Conseil pour l'intérêt national a ajouté que M. Bush doit rapidement consulter ses alliés européens pour ce qui est du processus de paix et se montrer ferme lorsqu'il s'adressera au président israélien. « Il n'y aura pas de progrès à moins que le président Bush soit sérieux et aille au-delà de dire à Sharon qu'il regrette (la décision israélienne de mener des attaques) pour ensuite constater que le président israélien recommence », a déclaré M. Bird.

Powell au front

C'est le secrétaire d'État, Colin Powell, qui a pris la relève du président Bush, hier. Le porte-parole de M. Powell a annoncé que ce dernier se rendra en Jordanie la semaine prochaine pour rencontrer les autres membres (l'ONU, la Russie et l'Union européenne) pour faire avancer le processus de paix.

Le secrétaire d'État a dit avoir passé une partie de la journée au téléphone avec des leaders de plusieurs pays du Proche-Orient, les exhortant à adopter la ligne dure envers le Hamas et autres mouvements « terroristes » dans la région. Ces groupes tentent de miner la feuille de route et ce serait « un désastre », selon lui, si ce nouveau plan de paix ne se concrétise pas.



Un soldat israélien examine les papiers d'identité d'un jeune arabe (partiellement caché) à bord d'un autobus circulant dans les rues de Jérusalem, au lendemain d'un attentat suicide qui a fait 18 victimes, mercredi.

Guerre ouverte entre Israël
et la résistance islamiqueSharon compare Abbas à un « poulet dont
les plumes n'ont pas encore poussé »

IBRAHIM BARZAK

Associated Press

GAZA, Bande de Gaza — Pour la troisième fois en 24 heures, Gaza a essuyé, hier, un raid israélien qui a tué sept personnes dont un membre du Hamas. Une semaine après le lancement de la « feuille de route » censée guider Israéliens et Palestiniens vers la paix, la situation tourne à la guerre ouverte entre l'État hébreu et le Mouvement de la résistance islamique.

Dans la journée, un automobiliste israélien a été tué par des tirs palestiniens en Cisjordanie, tandis que le bilan de l'attentat de Jérusalem la veille s'alourdissait passant à 18 morts, dont le kamikaze.

À la nuit tombée, les forces israéliennes ont tué deux militants du Jihad islamique qui avaient sorti leurs armes au moment où des soldats venaient les arrêter à Djénine en Cisjordanie, selon l'armée israélienne. D'après des témoins, les forces spéciales sont entrées dans la ville et ont ouvert le feu sur les deux hommes.

En deux jours, 39 Israéliens et Palestiniens ont été tués et plus de 130 blessés. Une flambée de violence qui laisse craindre qu'une nouvelle étape n'ait été franchie, 32 mois après le début de la nouvelle Intifada, ouvrant la voie à un affrontement sans merci entre Israël et le Hamas, qui a promis de réduire en miettes l'État hébreu.

Hier après-midi, les hélicoptères de combat israéliens ont tiré plusieurs missiles sur la voiture d'un membre recherché du Hamas, Yasser Taha, qui appartenait à l'aile militaire du mouvement, son épouse Fatima, âgée de 25 ans, leur fille de 2 ans Asnan, ont été tuées, ainsi que quatre autres personnes, selon des médecins. Un biberon et une chaus-

sure de bébé ont été retirés des restes calcinés du véhicule.

Selon des témoins, au moins un missile a été tiré alors que des passants entouraient la voiture de Yasser Taha. Vingt-neuf personnes ont été blessées dans cette frappe survenue dans le quartier de Cheikh Radouane, non loin du cimetière où avaient été inhumées dans la journée les 11 victimes des frappes de la veille.

Cette frappe est la troisième menée par Israël depuis le raid manqué contre le haut dirigeant du Hamas Abdel Aziz Rantissi, mardi, à Gaza. Au lendemain de cette opération israélienne qui avait suscité les critiques de Washington, un kamikaze s'était fait exploser mercredi dans un bus tuant 17 autres personnes.

« Si je dois choisir entre la guerre contre la terre et le soutien à Abou Mazen — le premier ministre palestinien — je choisirai la première option », a prévenu hier le premier ministre israélien Ariel Sharon.

De son côté, le Hamas a appelé toutes ses « cellules militaires » à « entrer immédiatement en action et à agir comme un séisme pour faire sauter l'entité sioniste — Israël — et la réduire en pièces ». Dans un communiqué d'une violence sans précédent, le mouvement, qui a régulièrement mis ses menaces à exécution depuis ses premiers attentats suicide au milieu des années 90, invite par ailleurs tous les étrangers à quitter l'État hébreu « afin de protéger leur vie ».

L'intensification des frappes israéliennes contre le Hamas est intervenue au moment où semblaient s'amoindrir les espoirs de voir le nouveau premier ministre palestinien Mahmoud Abbas maîtriser les mouvements extrémistes palestiniens. La première phase de la feuille de route, le plan de paix élaboré

par le Quartette (États-Unis, Russie, Union européenne, Nations unies) prévoit notamment l'arrêt des violences et le démantèlement des groupes armés palestiniens.

Mahmoud Abbas voulait éviter une confrontation et tenter plutôt de convaincre le Hamas et les autres mouvements comme le Jihad islamique de cesser leurs attaques contre les Israéliens. Mais le Hamas s'est retiré des discussions la semaine dernière, avant de promettre une vengeance sanglante après la tentative d'élimination de Rantissi.

S'il s'est dit résolu à poursuivre le processus de paix, Ariel Sharon a tourné en dérision, hier, devant le cabinet israélien les dirigeants palestiniens qualifiés de « bébés pleurnichards » qui refusent d'utiliser la force contre les mouvements palestiniens. Justifiant l'action d'Israël, le premier ministre a comparé Mahmoud Abbas à un « poulet dont les plumes n'ont pas encore poussé ».

Le ministre du Cabinet palestinien Yasser Abed Rabbo a accusé Ariel Sharon de vouloir surtout faire échouer la feuille de route lancée en grande pompe la semaine dernière par le président américain George W. Bush lors du sommet tripartite d'Aqaba en Jordanie. « Son but est de discréditer le gouvernement palestinien et d'assassiner son vrai ennemi qui est la feuille de route », a-t-il commenté.

Chacun s'attendait voir surgir de nombreux obstacles à l'application de ce plan de paix en trois phases, mais beaucoup ont été surpris de voir les espoirs suscités par Aqaba douchés si vite et si violemment. George W. Bush a condamné mercredi avec colère l'attentat suicide de Jérusalem et des sources diplomatiques annonçaient hier que le secrétaire d'État américain Colin Powell allait retrouver les autres membres du Quartet à Aqaba, probablement le 22 juin, pour tenter de relancer cette feuille de route déjà compromise.

Le Hamas, l'ennemi numéro 1 de l'État hébreu

Agence France-Presse

JÉRUSALEM — Le mouvement islamiste palestinien Hamas, que l'armée israélienne a reçu l'ordre « d'écraser totalement » et par « tous les moyens », est devenu au fil des ans l'ennemi numéro un d'Israël.

Le Hamas, acronyme arabe pour Mouvement de la résistance islamique, a été créé en décembre 1987, au début de la première Intifada palestinienne, par la confrérie des Frères musulmans.

Il prône la lutte à outrance contre Israël et la création d'un État palestinien « de la mer (Méditerranée) au Jourdain ».

Il a dénoncé l'appel à l'arrêt de la lutte armée contre Israël lancé par le premier ministre palestinien Mahmoud Abbas le 4 juin lors du sommet d'Aqaba (Jordanie).

Le Hamas s'était déjà violemment opposé aux accords d'Oslo de 1993, qui avaient abouti à la création de l'Autorité palestinienne.

Depuis cette date, il a perpétré 113 atta-

ques suicide contre Israël, selon l'armée israélienne. Sur ce total, 73 ont été exécutées depuis le déclenchement de la deuxième Intifada, faisant un total de 243 morts et plus de 1450 blessés.

À ces attaques suicide, s'ajoutent d'autres opérations lancées par les combattants du Hamas contre des objectifs civils et militaires israéliens, qui ont fait un total de 44 morts et 139 blessés entre le 14 mai 2001 et le 8 juin 2003, selon des sources militaires. Trente-deux attaques de ce type ont été recensées durant cette période.

C'est l'attaque du 8 juin contre un poste militaire à l'entrée de la bande de Gaza qui a apparemment amené le gouvernement israélien à déclencher 48 heures plus tard une tentative d'assassinat contre Abdelaziz al-Rantissi, l'un des principaux chefs du Hamas. M. Rantissi n'a été que légèrement blessé.

Quatre militaires israéliens avaient été tués lors de cette attaque, revendiquée par le Hamas et deux autres groupes armés palesti-

niens. Un cinquième soldat avait été tué le même jour à Hébron, en Cisjordanie, dans un accrochage avec deux combattants du Hamas.

Mercredi, une heure à peine après un nouvel attentat suicide du Hamas dans le centre de Jérusalem-Ouest qui a fait 16 morts, en plus du kamikaze, l'armée israélienne portait un nouveau coup au mouvement, tuant deux responsables de sa branche armée, les Brigades Ezzedine al-Qassam, lors d'un raid d'hélicoptères à Gaza. Sept autres Palestiniens avaient péri dans ce raid.

Dans la soirée, deux autres membres de la branche armée du Hamas devaient être tués dans un nouveau raid d'hélicoptères israéliens à Gaza.

Le 23 juillet 2002, un F-16 israélien avait ainsi largué une bombe d'une tonne sur un immeuble de Gaza pour liquider Salah Chéhadé, l'un des chefs militaires du Hamas.

Quatorze personnes, dont des civils, avaient également été tuées dans ce raid.

| MAIRE |

Suite de la page A1

Pour le maire, le nouveau gouvernement libéral ignore le rôle « important » que joue la métropole en matière de développement économique, social et culturel.

« Est-ce que ça veut dire qu'ils vont le revoir (le contrat de ville) à la baisse même si ce n'était pas suffisant en soi ? Pour nous il n'est pas question de négocier à la baisse », prévient-il. Dès la fin du huis clos précédent le dévoilement du budget, le maire a quitté Québec en trombe sans assister au traditionnel cocktail à l'Assemblée nationale.

Le maire de Montréal a aussi déploré la réduction des crédits d'impôt pour la production cinématographique, ainsi que la disparition des avantages fiscaux pour la Cité du multimédia et la Cité du commerce électronique.

Lors de son dévoilement en janvier dernier, le contrat de ville avait été présenté comme la pierre d'assise d'un nouveau partenariat entre la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec. Ce pacte fiscal doit en principe assurer à Montréal des revenus suffisants pour les cinq prochaines années en plus d'assurer son développement. Le gouvernement s'était alors engagé à verser 1,4 milliard à Montréal d'ici 2007 dont près de 600 millions d'argent frais.

Le contrat prévoyait la vente de l'île Notre-Dame (240 millions), la vente de la collection de livres de la Bibliothèque centrale (35 millions) ainsi que le versement d'une somme de 20 millions par année pour le transport scolaire et l'impôt foncier du Palais des congrès. En échange, Montréal s'engageait à réduire ses dépenses de 1 % par année.

Le maire s'est montré particulièrement préoccupé par l'absence de garantie quant au versement du fonds provenant de la vente des livres de la Bibliothèque centrale. Cette somme a déjà été planifiée dans le budget 2003, a-t-il précisé.

Cette entente avait aussi permis à Montréal d'améliorer sa cote de crédit auprès de l'agence Moody's, en plus de réduire de 1,2 milliard le déficit actuariel des caisses de retraite. La vente de l'île Notre-Dame a néanmoins été confirmée avec le dépôt du projet de loi sur l'adhésion déposé vendredi dernier.

Le chef de l'opposition à l'hôtel de ville, Martin Lemay, a pour sa part pressé le maire Tremblay de présenter un plan de rechange devant l'« échec » de sa stratégie financière. « C'est un coup dur pour le maire Tremblay, toute sa stratégie financière pour les cinq prochaines années était basée sur le contrat de ville, quel est son plan B pour raffermir les finances de la Ville », demande-t-il.

Le ministre des Finances a affirmé hier qu'il souhaitait relancer le dialogue avec les villes. « On est prêt à discuter de l'aide qu'elles pourront escompter dans l'avenir », a précisé M. Séguin.

En général, les maires espèrent que le gouvernement libéral respectera sa promesse de diversifier les revenus des villes basés principalement sur l'impôt foncier. « C'est un engagement électoral du gouvernement et il faut passer de la parole aux actes le plus rapidement possible, on n'a pas le temps d'attendre six mois après des consultations additionnelles », a dit le maire Tremblay.

Le maire de Laval et président de la Coalition pour le renouvellement des infrastructures, Gilles Vaillancourt, espère lui aussi que le gouvernement libéral répondra aux attentes des municipalités. Le maire Vaillancourt note que l'enveloppe budgétaire de 130 millions pour les infrastructures est encore bien modeste par rapport aux besoins des municipalités.

LE BUDGET SÉGUIN

Les firmes biotechnologiques consternées par la réduction des crédits d'impôt

DENIS ARCAND

La réduction de 12,5 % des crédits d'impôt à la recherche annoncée hier aura un impact négatif sur notre économie du savoir, a dit Bertrand Bolduc, président de BioQuébec, l'association des firmes biotechnologiques du Québec.

« Nous sommes très déçus. Les crédits d'impôt sont la meilleure mesure pour encourager l'investissement dans l'économie scientifique. Cela va affecter les capacités de toutes les firmes de recherche au Québec. »

Selon M. Bolduc, le gouvernement réduit « un incitatif efficace et simple, en plus d'être non discriminatoire entre les secteurs économiques aussi bien qu'entre les firmes individuelles. » L'épargne pour l'État dans le secteur biotech est d'environ 63 millions.

« Pour l'ensemble des firmes de recherche, qui doivent financer des projets de longue haleine sans revenu durant de longues périodes, cette baisse des crédits d'impôt représente une diminution de 5 % de leur budget. Comme l'essentiel

des dépenses de ces firmes est les salaires des chercheurs et techniciens, la coupe de 12,5 % annoncée par le ministre Séguin représente un poste de moins pour chaque tranche de 20 employés », a ajouté M. Bolduc, qui dirige aussi TGN Biosciences, une firme biopharmaceutique de Québec qui emploie justement une vingtaine de personnes.

Selon lui, l'annonce de cette mesure a semé la consternation dans l'industrie. « C'est d'autant plus difficile que ça arrive au pire moment. Avec l'état des marchés, il est quasi impossible de faire émettre des actions en Bourse et il est très difficile d'attirer des investisseurs privés. Alors, on ne peut pas compter sur des financements privés ou boursiers pour compenser le retrait de l'État. Si le gouvernement avait attendu ne serait-ce qu'un an, cela aurait sans doute été moins dur pour nous, parce qu'on s'attend à une embellie boursière d'ici ce temps. Mais là, on va encore devoir faire plus avec moins. »

À ce propos, M. Bolduc note que le moratoire sur le régime d'épargne-actions (REA) risque de faire mal : « Presque toutes les firmes biotechs qui se sont lancées en Bourse depuis quelques années étaient des REA », c'est-à-dire que l'investisseur participant à une première émission d'ac-

tions pouvait réclamer une déduction d'impôt provincial.

Les pires nouvelles pourraient être connues aujourd'hui, dit M. Bolduc. « Quand le gouvernement annoncera les crédits aux sociétés d'État (Innovatech, Investissement Québec et Société générale de financement), on aura une idée plus complète de notre nouvel environnement financier. »

Perry Niro, le directeur général de BioQuébec, n'est pas particulièrement optimiste : « J'ai fait une recherche automatique dans le fichier PDF de l'annonce budgétaire. Le mot « innovation » n'apparaît pas une seule fois dans tout le texte. »

M. Bolduc estime que le gouvernement n'a pas assez tenu compte du contexte de concurrence de l'Amérique du Nord : « Les grands pôles de la biotech comme la Caroline du Nord et le Massachusetts interviennent directement pour soutenir leur industrie, et nous imitent. C'est regrettable qu'on fasse un pas dans l'autre sens au moment même où la concurrence commence à nous imiter. »

Selon BioQuébec, les dépenses totales en recherche et développement de la biotech atteignent 500 millions par année au Québec. Environ 20 000 personnes hautement qualifiées travaillent dans ce secteur.

| JOURNÉE |

Suite de la page A1

Le pilote québécois a pris le temps de signer quelques autographes avant de s'engouffrer dans sa voiture. Direction : le circuit Gilles-Villeneuve, pour la conférence de presse officielle de la FIA devant la presse internationale. Un autre public, mais les mêmes questions. Sauf une. Un journaliste britannique lui a dit que la presse locale l'a égratigné dans les papiers du matin. On l'aurait même traité de « *has been* ». Villeneuve n'était pas au courant, mais dès qu'il est sorti de la salle de conférence, il a demandé à sa relationniste de trouver le coupable. Il ne se moque pas tant que ça de ce qu'on écrit sur lui ; il a d'ailleurs promis que la salade niçoise du Newtown serait améliorée, preuve que même les critiques culinaires du collègue Ronald King ont du poids ! Villeneuve ignorait aussi qu'on célé-

brait cette année le 25^e anniversaire de la victoire de son père Gilles à Montréal. « Je ne le savais pas. C'est bien. J'imagine que je vais appeler ma mère pour en jaser... Ce n'est pas quelque chose qui a beaucoup d'importance pour moi. Quand j'arrêterai de courir, que j'aurai des enfants, des petits-enfants et des petits-petits-enfants, je m'attarderai sur ces chiffres. Mais présentement, tout ce qui compte, c'est d'avoir un bon week-end. »

À 11 h 45, Villeneuve se remettait de nouveau aux bons soins de son chauffeur privé. Retour au centre-ville pour l'inauguration des activités de la rue Crescent avec son coéquipier Jenson Button. Photos, autographes, petit discours... Le pain quotidien des pilotes de F1. Puis, Jacques Villeneuve a invité Button à dîner au Newtown avant de retourner au turbin :

12 entrevues en rafales, plus une séance de photo dans la disco du Newtown pour le magazine britannique *F1 Racing*.

À 17 h, la ronde infernale des entrevues se termine en compagnie pas trop désagréable. Villeneuve retrouve les journalistes québécois qui le suivent à chaque Grand Prix. L'espresso est terminé depuis longtemps, mais le pilote est en verve. On parle d'avenir (encore), du public québécois qui ne le lâche pas, de sa copine Ellie, débarquée de New York avec un rhume... Puis, sa relationniste (que ferait-il sans elle ?) lui tape sur l'épaule : « Jacques, les ingénieurs t'attendent pour travailler ». Au menu : deux heures de données techniques, de calculs, de réglages, de stratégies...

Quoi de mieux pour terminer une journée pareille ?

3141846L

Not Found

YVES BOISVERT

yves.boisvert@lapresse.ca

Marmotte oecuménique est aux commandes

Si il était chez les scouts, notre bienheureux maire, Gérald Tremblay, serait connu sous le nom de Marmotte oecuménique. L'oecuménisme est ce vieux projet (utopique) de réunion universelle des Églises chrétiennes en une seule. La marmotte, *marmota monax*, ou « souris qui creuse », est un animal éminemment sympathique, pacifique, végétarien et désespérément inoffensif.

Si elle brille par son pelage roux-brun, malheureusement, la marmotte n'impresse pas les scientifiques par son caractère. « Elle ne semble pas très perspicace ; il est facile de la prendre au piège », nous dit Banfield, auteur du classique *Les Mammifères du Canada*.

Elle hiberne au fond de son terrier et ne ressort que lorsqu'il fait chaud. Peureuse ? Attention ! dit Banfield : « Bien que toujours prête à regagner son abri à toute allure, la marmotte se défend héroïquement quand elle est acculée : elle contre-attaque alors en claquant des dents. »

Gérald Tremblay est-il « acculé » ? Avec un ministre qui fait planer l'idée d'un référendum défusionniste, avec son équipe qui veut faire éclater la nouvelle ville, avec les cols bleus, avec les pompiers, et avec, dans *La Presse* de mercredi, 13 personnes influentes qui le supplient de faire quelque chose pour sauver la nouvelle ville... je

trouvais qu'il était un peu dans son coin... Le cul au mur. Acculé, comme on dit.

Je m'attendais, au moins, à un claquement de dents. Un petit grr ! Au lieu de quoi, il a sauté dans son trou en sifflant.

Un siffloux, mesdames et messieurs, c'est un siffloux qui est aux commandes de la Ville de Montréal, au moment de la redéfinir. Chaque occasion qu'il a eue depuis un an de claquer des dents (en a-t-il ?), il l'a ratée.

Dans le long plaidoyer publié mercredi dans nos pages, et signé notamment par Robert Lacroix, recteur de l'Université de Montréal, Henri Massé, président de la FTQ, Dinu Bumbaru, d'Héritage Montréal, et neuf autres responsables du suivi du « Sommet de Montréal », Gérald Tremblay est attaqué du début à la fin.

Quand les auteurs disent que la nouvelle ville mérite d'être défendue avec passion, ils visent quelqu'un. Devinez qui ?

Quand ils déplorent qu'un an après ce pompeux, verbeux et faiseux Sommet de Montréal, « il a été difficile de convertir cet esprit et cette volonté en réalisations concrètes », ils pensent à qui ? L'entraîneur du Canadien ?

Au cas où ce ne serait pas clair : « Les



Montréalais ont plus que jamais besoin d'un leadership visionnaire et éclairé de la part du premier représentant qu'ils ont élu : le maire de Montréal. » S'il faut

dire ce besoin, c'est, je le suggère humblement, parce qu'il y a comme un manque ?

Et ils ajoutent, généreux : « Monsieur Gérald Tremblay peut offrir ce genre de leadership et nous l'incitons à l'exercer pleinement. »

Réaction du maire ? Il n'a pas le style « éclatant », dit-il, avec son à-propos habituel. Ce n'est en effet pas le temps de faire éclater les choses, on a assez de mal à les ramasser. « J'ai un leadership tranquille », explique-t-il. Cela dit, il ne se sent « pas visé personnellement » par la lettre.

Ben non ! Toute la stratégie de Marmotte oecuménique est attaquée de A à Z dans cette lettre. De la décentralisation au manque de vision et à l'absence de projets concrets. Mais c'est pas grave ! Il n'est pas « visé personnellement » !

C'est ça, le problème, avec Gérald Tremblay. Il ne le prend pas assez « personnel ». Il court dans son terrier. Il « travaille à bâtir la grande ville ». Où ?

Comment ? Aucun geste concret, aucune déclaration précise d'intention, sauf un verbiage imbuvable de technocrates.

Il va falloir qu'il se mouille, à un moment donné. Il va falloir qu'il prenne les choses en main. Ce n'est pas Bobby Libman ou Peter « j'achète mon île » Yeomans qui va le faire.

Il va falloir qu'il ait un plan. Pas un plan pour embaucher un consultant qui va faire faire une décentralisation.

Un plan pour faire une ville.

Il va falloir qu'il parle. Être un bon politicien dans son bureau, ça ne donne rien. Il y a des fonctionnaires pour ça. Il faut qu'il dise les choses. Clairement. Durement parfois. Il va falloir qu'il mette les pendules à l'heure. Et qu'il n'y ait qu'un seul fuseau.

Peut-il changer, vraiment changer ? La marmotte elle-même, ne l'oublions pas, mue entre mai et septembre. C'est à peu près le temps qu'il reste à Gérald Tremblay pour faire ses preuves.

En attendant son premier claquement de dents, il faudra qu'on lui apprenne la différence entre le courrier du coeur et un coup de pied au cul, comme il vient d'en recevoir un.

Parce que c'est une loi bien connue, chez la marmotte comme chez le politicien, le poil commence à changer « à la queue et la croupe pour progresser vers l'avant ».

AFFAIRE COLAVECCHIO

Des faits ont été cachés, accuse le Bloc

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a accusé hier aux Communes le ministre des Travaux publics d'avoir violé la Loi sur l'accès à l'information en remettant des informations incomplètes à *La Presse* sur les contrats de commandites fédéraux décrochés par l'entreprise de Nino Colavecchio, un proche de l'ancien ministre, Alfonso Gagliano.

Le ministère, dirigé par Ralph Goodale, a en effet répondu à une demande d'accès à l'information du bureau d'Ottawa de *La Presse* en déclarant que les contrats obtenus par la compagnie de M. Colavecchio, TNC Multicom, entre le 31 mars 1997 et le 28 mai 2002, totalisaient

115 000 \$, alors qu'en réalité, ils s'élevaient à 1,7 million. Cette entreprise a eu d'autres contrats de 1,6 million lors de l'exercice financier suivant, soit en 2002-2003, ce qui fait un total de 3,3 millions. Les bloquistes ont profité de la période des questions pour se moquer du ministre des Travaux publics, Ralph Goodale, lui donnant le surnom de Monsieur Intégrité.

« Comment le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux qui se prend pour Monsieur Intégrité en personne, a demandé le député Michel Guimond, peut-il nous expliquer que sous sa responsabilité directe de ministre, on a violé la Loi sur l'accès à l'information en privant un journaliste d'une grande partie des renseignements auxquels il avait

droit, pour la simple raison que cela embarrassait le gouvernement dans le dossier de l'ami de M. Gagliano, M. Colavecchio ? »

Le ministre a répondu que *La Presse* avait acheminé sa demande d'accès « au mauvais ministère ». Une information qui ne correspond pas aux faits puisque la requête a bel et bien été déposée au ministère des Travaux publics, responsable du programme des commandites.

Le ministre Goodale a néanmoins rejeté les accusations de camouflage d'informations, affirmant que de toute façon, les renseignements demandés étaient déjà du domaine public. Il a précisé avoir demandé à ses fonctionnaires d'enquêter et promis de donner complète satisfaction à *La Presse*.

Ottawa songe à mettre de la pression sur les constructeurs automobiles

Presse Canadienne

OTTAWA — Si les constructeurs automobiles n'atteignent pas volontairement les cibles visées par le gouvernement fédéral en terme d'efficacité énergétique des voitures et des camions, Ottawa pourrait les y contraindre, a mis en garde le ministre fédéral de l'Énergie, Herb Dhaliwal, hier.

Lors de sa comparution devant le Comité permanent de l'environnement et du développement durable, à Ottawa, M. Dhaliwal a affirmé qu'il était vital pour le Canada d'améliorer de 25% l'efficacité des véhicules dans le cadre des efforts menés afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre, tel qu'exigé par le protocole de Kyoto.

« Il s'agit d'une importante partie de la cible que nous visons, et si nous ne parvenions pas à obtenir la coopération de l'industrie automobile, nous devrions alors nous pencher sur les moyens légaux qui nous permettraient d'y arriver », a-t-il déclaré.

Un porte-parole de l'industrie s'est toutefois montré sceptique quant à la cible de 25%. « Nous ne pouvons même pas obtenir d'eux une réponse claire au sujet de ce qu'ils veulent dire par là », a affirmé Mark Nantais, de l'Association canadienne des constructeurs de véhicules.

« Il est très décevant qu'ils ne nous aient pas parlé de leur projet et de cette mesure spécifique », a-t-il ajouté.

3141846R

Not Found

**AVIS IMPORTANT À L'INTENTION
DES EMPLOYEURS ET DES EMPLOYÉS
AFFECTÉS PAR L'ESB — MALADIE
DE LA VACHE FOLLE**

**Votre entreprise connaît-elle des difficultés
attribuables à la situation de l'encéphalopathie
spongiforme bovine (ESB) ?**

Le Programme de travail partagé du gouvernement du Canada pourrait vous aider.

Qu'est-ce que le Programme de travail partagé ?

Ce programme permet aux entreprises d'éviter les licenciements en raccourcissant la semaine de travail, les salaires versés étant réduits en conséquence. Les travailleurs admissibles à l'assurance-emploi (AE) peuvent ainsi toucher des prestations d'AE pour compenser la diminution de leur salaire.

Qui peut participer ?

Les employés permanents à temps plein ou à temps partiel qui sont admissibles aux prestations d'assurance-emploi.

**Quels sont les critères d'admissibilité
pour les employeurs ?**

Les employeurs doivent exploiter leur entreprise depuis au moins deux ans et être en mesure de démontrer que la réduction des heures de travail est une nécessité temporaire et inévitable, et non une situation saisonnière.

Autres mesures pour les employés

Si vous avez perdu votre emploi, vous pourriez être admissible aux prestations d'assurance-emploi. Vous pourriez également profiter des autres programmes et services de Développement des ressources humaines Canada (DRHC).

- ☎ Pour plus de renseignements, communiquez avec le Centre de ressources humaines du Canada de votre localité ou venez nous rencontrer.
- ☎ Pour trouver le bureau le plus près de chez vous, veuillez appeler au 1 800 O-Canada - ATS/TTY: 1 800 465-7735
- ☎ Vous pouvez également visiter le site Web de DRHC à l'adresse suivante: www.drhc.gc.ca



Gouvernement du Canada / Government of Canada

Canada

**Congrès ou course à
la direction au PQ?**

MARIO CLOUTIER

QUÉBEC — La partie de souque à la corde enclenchée au Parti québécois entre les militants qui favorisent la tenue d'un congrès ou d'une course à la direction se poursuivra en fin de semaine à Québec lors d'un premier conseil national post-électoral. Des tiraillements sont notamment à prévoir entre les clans Marois et Le-gault intéressés par la succession de Bernard Landry.

Trois propositions viendront alimenter le débat. Les péquistes de Westmount—Saint-Louis souhaitent que Bernard Landry reste aux commandes jusqu'à la tenue du 15^e congrès national du PQ, préférablement au printemps 2004. Ceux de L'Assomption précisent même que ce grand rassemblement devrait avoir lieu « avant » la course à la direction.

Dans une lettre publiée dans *La Presse* cette semaine, l'ancien président de Montréal-Ville-Marie, Maxime Barakat, a demandé au chef péquiste de préciser ses intentions quant à son avenir politique pour le bien du parti et la tenue d'un vaste débat d'idées. « Si on se concentre sur les *détachés* personnelles, le débat ne se fera pas. En ce moment, on est loin du débat d'idées, déplore-t-il. Il faut s'éloigner du trip du pouvoir : rapatrier sa limousine, son personnel et son ministère. C'est devenu le slogan du Parti québécois. »

M. Landry a d'abord indiqué qu'il ne serait pas chef du PQ aux prochaines élections, mais il semble avoir changé d'avis depuis un mois, soulignent plusieurs élus péquistes qui le voient à l'aise dans la peau de chef de l'opposition officielle.

S'il devait partir, estime M. Barakat, la course à la direction devrait avoir lieu en février 2004, suivie d'un congrès au printemps 2005. Sinon, un congrès national doit avoir lieu, incluant un vote de confiance sur le leadership du chef, et l'on doit en préciser l'échéancier très bientôt. Rien ne presse, pense toutefois le député de L'Assomption, Jean-Claude Saint-André. Il est plutôt de ceux qui réclament haut et fort le vaste « brassage d'idées » promis par Lucien Bouchard il y a déjà quelques années. « M. Landry fait bien de rester, dit-il. Il n'a pas à se brancher immédiatement. Il prend à cœur les intérêts du Québec et du parti. C'est lui qui doit décider s'il reste ou s'il part, c'est lui qui décidera du quand et du comment. » Selon M. Saint-André, un congrès va assurer la qualité du débat d'idées et même de la course qui suivra, si elle suit. La course à la direction reste en effet « hypothétique », soutient-il.

Le directeur général du PQ, Martin Dubé, se dit quant à lui à l'aise avec les « deux approches mises de l'avant » qui divisent les péquistes. Une course à la direction suivie d'un congrès permettra au chef de s'inspirer du congrès. À l'inverse, la présence d'un congrès devrait permettre de soutenir un chef qui ira comme un gant au nouveau PQ.

Prudent, M. Dubé pense cependant que le temps joue en faveur du PQ dans l'opposition.

EN BREF

**«Traîtres»:
La SSJB a
gain de cause**

LA SOCIÉTÉ Saint-Jean-Baptiste (SSJB) avait le droit de qualifier de « traîtres » les députés fédéraux du Québec qui ont voté en faveur du rapatriement de la Constitution canadienne, a statué hier la Cour suprême, en refusant d'entendre la requête présentée par Céline Hervieux-Payette et David Berger. La décision du plus haut tribunal du pays met fin à une affaire qui s'éternise depuis 1982. « C'est un grand jour pour la liberté d'expression, c'est un grand jour pour la liberté politique au Canada », s'est réjoui celui qui présidait la SSJB à l'époque, Gilles Rhéaume. « Cependant, je regrette que durant toutes ces années, non seulement le mot lui-même, mais le concept auquel il faisait référence, m'aient été personnellement interdits. Je trouve que c'est très grave dans une démocratie », a-t-il ajouté. « On s'est servi du bras judiciaire pour nous empêcher de parler. »

**Coup de pouce
aux éleveurs**

LE GOUVERNEMENT Charest promet d'annoncer d'ici quelques jours des mesures d'aide destinées aux éleveurs québécois de bovins durement touchés par la crise de la vache folle. « On a l'intention effectivement de trouver des moyens de donner un coup de main à nos producteurs qui sont durement affectés par la situation actuelle », a déclaré hier le premier ministre Jean Charest lors de la période de questions à l'Assemblée nationale. Mais le Québec n'agira pas seul sur ce front et attend de voir ce que le gouvernement fédéral entend « mettre sur la table pour venir en aide à nos producteurs », a expliqué la ministre québécoise de l'Agriculture, Françoise Gauthier, pressée de questions par le député péquiste de Nicolet-Yamaska, Michel Morin. La ministre Gauthier et ses homologues des autres provinces rencontreront, vendredi à Vancouver, les responsables du gouvernement fédéral pour faire le point sur cette crise qui perdure depuis la découverte d'un cas isolé d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) le 20 mai dernier, dans une ferme de l'Alberta. Depuis lors, les États-Unis, qui importent quelque 70 % de la production de boeuf canadien, ont fermé leur frontière, occasionnant jusqu'ici des pertes de 10 millions aux 16 000 producteurs du Québec.

Promotion



**Aujourd'hui,
c'est bien connu...**

...On manque de matériaux dans notre alimentation, à cause de cette vie moderne, trépidante et un peu folle, qui nous brûle par les deux bouts.

Quoi faire? Repositionnez-vous en profondeur avec Phytobec, concept anti-carenciel.

Avec cela, vous trouverez toute une panoplie d'éléments qui peut-être vous manquent. Vous verrez bien!

Montréal : (514) 272-1365 / Ligne extérieure : 1 800 272-1365
Mauricie : (819) 378-7777 / Estrie : (819) 823-3322

**LE GIGANTESQUE
SOLDE DE RÉNOVATION
HARRY ROSEN**

au Centre Rockland

**JUSQU'À 60 % DE RABAIS
DANS TOUS NOS RAYONS**

Complets griffés

À compter de 399,99 \$

Prix courants : de 698 \$ à 1 500 \$

Vestons sport

À compter de 199,99 \$

Prix courants : de 498 \$ à 1 095 \$

Vestes de cuir et de suède

À compter de 299,99 \$

Prix courants : de 650 \$ à 1 295 \$

D'autres articles sont également offerts à prix d'aubaine, notamment des vêtements habillés et décontractés, des chemises, des cravates et des chaussures.

Rendez-vous à notre emplacement provisoire situé près de l'aire de restauration au rez-de-chaussée.

Centre Rockland 514.735.6227

HARRY ROSEN

3150597A

314997A

EXPRESS INTERNATIONAL

République tchèque : Référendum européen

LES Tchèques ont commencé à voter, hier, et continueront de la faire aujourd'hui dans le cadre du référendum destiné à ratifier l'adhésion de la République tchèque à l'Union européenne. Aucun taux de participation n'est obligatoire pour que la consultation électorale soit valide, le « oui » devant seulement recueillir au moins 50 % des suffrages pour que l'intégration européenne du pays devienne effective. En cas d'échec du référendum, l'adhésion ne pourra pas être ratifiée par le Parlement. Une autre consultation électorale sur ce sujet ne pourra en outre être organisée avant deux ans.

— d'après AFP

Algérie : Bilan officiel

LE séisme du 21 mai dernier a fait au moins 2274 morts, dont 1178 à Boumerdès et 883 à Alger, et 11 452 blessés, parmi lesquels 339 sont encore hospitalisés, selon le dernier bilan communiqué hier par le président algérien Abdelaziz Bouteflika, lors d'un discours prononcé à Blida. Selon lui, les dégâts du séisme sont évalués à cinq milliards de dollars. Outre les mesures d'urgence entreprises par l'État, une réflexion est engagée pour l'indemnisation des familles des victimes, la réhabilitation des habitations et le relogement des sinistrés avant l'hiver.

— d'après AP

Érythrée : Sécheresse impitoyable

PARTIELLEMENT détruite durant la guerre avec l'Éthiopie (1998-2000), la ville érythréenne de Tserona est maintenant frappée de plein fouet par la sécheresse qui touche ce petit pays de la Corne de l'Afrique. Les Nations unies et les autorités érythréennes estiment que 62 % de la population, c'est-à-dire près de deux millions de personnes, sont actuellement affectées par la sécheresse et les conséquences du conflit. L'appel lancé en novembre 2002 par l'ONU et le gouvernement érythréen, pour un montant de 163 millions de dollars, n'est couvert qu'à 43 % et il manque toujours plus de 90 millions pour faire face à la crise.

— d'après AFP

Inde : Rebelles tués

LES forces indiennes ont abattu 12 combattants présumés de la guérilla séparatiste islamiste dans la nuit de mercredi à hier au Cachemire, a annoncé un porte-parole de la Défense indienne. Les rebelles ont été « éliminés » alors qu'ils tentaient de franchir la ligne de démarcation entre le Pakistan et l'Inde. Plus de 38 000 personnes ont trouvé la mort dans des violences séparatistes au Cachemire indien depuis 1989, selon des chiffres officiels. Les rebelles font état d'un bilan au moins deux fois plus élevé. L'Inde accuse le Pakistan d'alimenter la rébellion au Cachemire, ce que dément Islamabad.

— d'après AFP

Ghana : Chantage criminel

LE président Charles Taylor a exigé, hier, la levée de son inculpation pour crimes de guerre par un tribunal spécial de Freetown avant toute solution politique pour la paix au Liberia, alors que des pourparlers de paix entre son régime et la rébellion ont repris au Ghana. Le 4 juin, alors que M. Taylor se trouvait au Ghana pour l'ouverture des pourparlers de paix, le tribunal spécial de l'ONU pour les crimes de guerre, basé à Freetown, avait annoncé son inculpation pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité pour son rôle dans la guerre civile en Sierra Leone.

— d'après AFP



Des Irakiens sans travail ont manifesté hier à Bagdad devant les bureaux de la direction de la reconstruction du pays pour revendiquer travail et respect de leurs droits.

Le pétrole irakien reprend la mer

d'après AFP

PARIS — L'Irak a signé hier ses premiers contrats d'exportation de pétrole d'après-guerre, allouant 5,5 millions de barils de brut stockés à des sociétés européennes et quatre millions de barils à des groupes américains.

Avec cette vente, effectuée sous forme d'appel d'offres portant sur 9,5 millions de barils, le pétrole irakien va de nouveau couler sur le marché après une suspension de plus de trois mois, suite à l'arrêt du programme « pétrole contre nourriture » décidé par l'ONU au début de mars, à la veille de la guerre.

Ont été choisis les pétroliers français Total (2 millions de barils), espagnols Cepsa (1 million) et Repsol, italien Eni, turc Tupras et américain ChevronTexaco.

Ce choix reflète la volonté des gestionnaires irakiens du pétrole de séparer affaires et politique en ce qui concerne la commercialisation du pétrole, mais ne préjuge pas des futures attributions de contrats dans l'exploration et la production du pétrole irakien.

Les quantités vendues par lots d'un million de barils proviennent de stocks de brut bloqués depuis la guerre dans les terminaux turc de Ceyhan, sur la Méditerranée, et irakien de Mina al-Bakr, sur le Golfe.

C'est le bras commercial du ministère irakien du Pétrole, la SOMO (State Oil Marketing Company), qui a lancé l'appel d'offres auquel ont participé plusieurs dizaines de compagnies pétrolières, de négociants et de raffineurs.

« Les acheteurs considèrent qu'il y a suffisamment de garanties légales pour passer des contrats avec l'Irak », a estimé Frédéric Lasserre, analyste pétrolier chez SG Equity Research.

Au début, a-t-il dit, « des réticences existaient car l'on ne pouvait pas signer avec n'importe qui ». Aujourd'hui, les acheteurs perçoivent « les représentants irakiens désignés ou élus comme suffisamment légitimes au niveau juridique pour se

lancer. Ces contrats d'exportation ne risquent pas d'être contestés par un tribunal d'arbitrage », a-t-il ajouté.

Un porte-parole de la coalition américano-britannique a déclaré à Bagdad que les recommandations de la SOMO devaient encore être examinées par le responsable irakien chargé de la gestion du ministère du Pétrole, Thamer Ghadhbane, et son conseiller américain, Philip Carroll.

Ghadhbane a promis la semaine dernière que toutes les firmes internationales seraient traitées d'une manière équitable, indépendamment de leur nationalité, dans l'attribution des contrats.

Pour ce qui est de l'exportation de la production pétrolière d'après-guerre, elle n'est pas attendue avant la fin juin.

Par ailleurs, plusieurs personnes ont trouvé la mort dans l'ouest de l'Irak lors d'affrontements avec les forces d'occupation, alors qu'un hélicoptère Apache américain a été abattu. Les deux membres d'équipage ont été récupérés.

D'autre part, un F-16 américain s'est écrasé hier matin au sud-ouest de Bagdad, mais son pilote a réussi à s'éjecter à temps, a fait savoir le Commandement central américain.

À Mossoul, de violents affrontements ont éclaté entre policiers et anciens soldats qui manifestaient pour obtenir leurs soldes impayés.

Le ministère irakien des Affaires étrangères, contrôlé par la coalition, a averti les diplomates étrangers qu'ils ne pouvaient rester à Bagdad qu'« à leurs risques et périls ».

Dans une note circulaire envoyée à toutes les ambassades, rebaptisées désormais « bureaux étrangers de liaison », le ministère affirme que « les membres de ces bureaux qui entrent et restent en Irak le font à leurs risques et périls ».

Selon le chef du comité de suivi du ministère, Ghassan Hussain, une trentaine de représentations diplomatiques ont rouvert leur portes dans la capitale irakienne.

Les États-Unis échappent encore à la juridiction de la CPI

d'après AFP

NEW YORK — L'exemption de poursuite devant la Cour pénale internationale (CPI) dont bénéficient les ressortissants américains a été renouvelée, hier, par le Conseil de sécurité des Nations unies, en dépit des réticences de la communauté internationale.

La France et l'Allemagne se sont abstenues lors du vote, ainsi que la Syrie qui, n'ayant pas signé le traité créant la CPI, entendait ainsi sans doute, selon des diplomates, davantage manifester son opposition à Washington que son soutien à la justice internationale.

Le vote a également illustré les divergences européennes actuelles : la Grande-Bretagne et l'Espagne, bien qu'ayant signé et ratifié le traité de Rome, ont voté comme le demandait Washington.

Aucun des 15 membres du Conseil n'a voté contre alors que la quasi-totalité des orateurs avaient critiqué, souvent en termes sévères, le projet américain au cours d'un débat précédant le vote.

Ouvrant ce débat — que les États-Unis aient préféré éviter — le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, avait souligné que le Conseil « saperait sa propre autorité et celle de la CPI » si ce renouvellement devenait « une routine ».

L'ambassadeur adjoint des États-Unis, James Cunningham, s'est félicité du résultat du vote, remarquant cependant que « comme tous les compromis, la résolution ne répondait pas à toutes les préoccupations » de Washington.

L'administration américaine s'oppose à la CPI officiellement parce que, selon elle, elle ouvre la porte à l'engagement de poursuites politiquement motivées contre ses ressortissants.

La Cour, dont le procureur prend ses fonctions lundi, est le premier tribunal international permanent chargé de poursuivre et de juger les individus accusés de violations massives du droit international humanitaire et des droits de l'homme.

Présentée par les États-Unis, la résolution 1487 est identique à la résolution 1422, un texte de compromis adopté le 12 juillet 2002 à l'issue d'une âpre bataille diplomatique. La seule différence est la date du début de la période d'immunité : « 1^{er} juillet 2003 » au lieu de « 1^{er} juillet 2002 ».

Ce texte établit que la CPI ne peut engager, pendant une période d'un an, éventuellement renouvelable par période de 12 mois, de poursuites contre des membres des opérations de maintien de la paix ressortissants de pays non signataires du traité de Rome.

Pour parvenir à leurs fins l'année dernière, les États-Unis, qui voulaient d'abord obtenir une exemption permanente, avaient mis leur veto au renouvellement de la résolution prolongeant la mission des Nations unies pour la Bosnie-Herzégovine. Ils avaient ensuite menacé de fermer toutes les opérations de l'ONU au fur et à mesure de l'expiration de leur mandat.

FÊTE DES PÈRES | 15 JUIN



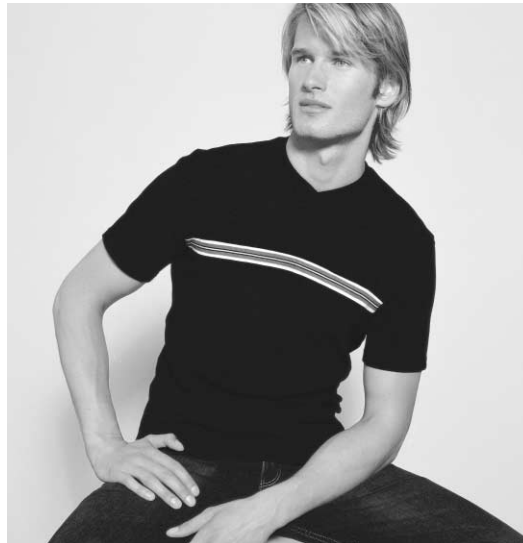
LA CHEMISE STRETCH | 29,95

Une économie de 25% sur une chemise manches courtes revue dans un esprit moderne pour papa, avec son tissu coton-nylon-spandex et sa forme profilée par des coutures découpées. Blanc, marine, cognac, bleu. P.m.g.tg. Rég. 40.00



LA CHEMISE MICROFIBRE | 39,95

Une économie de 20% sur un style vedette pour papa...il aime le confort de sa texture brossée, sa forme carrée pratique et facile à superposer. Mini carreaux ou rayures en tons de chameau, olive, bleu acier, rouge. P.m.g.tg.tg. Rég. 50.00



LE TEE-SHIRT V ATHLÉTIQUE | 19,99

Un rabais de 20% sur un tee-shirt manches courtes en pur coton gaufré qui se distingue par sa bande cousue, rayée en contraste sur marine, vert vif ou rouge. P.m.g.tg.tg. Rég. 25.00



LE BERMUDA CARGO | 29,95

Une économie de 23% sur un essentiel pour papa cet été...le bermuda à grandes poches plaquées, en mélange brossé coton-polyester. Taille élastique. Mastic, sable, marine, océan. 32 à 38. Rég. 39.00



Le certificat-cadeau Simons C'est le bon-cadeau qui laisse entièrement carte blanche. D'une valeur de votre choix, disponible à toutes nos caisses.

simons

3149088A QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC, MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, LAVAL CARREFOUR LAVAL, SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

Clavardage

Claude Léveillé

Il fête cette année ses 50 ans de carrière

avec Webcam



Aujourd'hui vendredi à 12 h 30

www.cyberpresse.ca/clavardage

cyberpresse.ca

Forum

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
 GUY CREVIER > Président et éditeur
 PHILIPPE CANTIN > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 ÉRIC TROTTIER > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

Un virage nécessaire



ANDRÉ PRATTE
 apratte@lapresse.ca

Les coffres du gouvernement de Québec fuyaient de partout ; le budget Séguin vient boucher les trous. Il y a, bien sûr, des mécontents. Mais l'exercice était nécessaire et urgent.

Quoi qu'on pense de l'évaluation de l'« impasse budgétaire » faite par l'ancien vérificateur général Guy Breton, une chose était claire dès le 11 mars dernier : le budget Marois ne tiendrait pas la route. Plus grave, depuis quelques années, le gouvernement du Parti québécois multipliait les initiatives sans s'assurer de sa capacité de les financer à long terme, et en augmentant la dette. Cela devait cesser, sinon la situation budgétaire serait à moyen terme devenue intenable. C'est là que le budget Séguin amorce, non seulement un redressement budgétaire, mais un virage philosophique.

Les dépenses du gouvernement croîtront beaucoup moins rapidement (3,8 %) que ce qui avait été annoncé il y a trois mois (5,6 %). Le budget de la Santé augmentera, comme prévu par le précédent gouvernement, de 1,3 milliard. Mais tous les autres ministères écopent, ce qui était inévitable. Le secteur le plus durement touché est celui de l'éducation, où l'augmentation sera limitée à 3,6 %, juste assez (il y a débat sur cette question) pour assumer la croissance naturelle des coûts. Ailleurs, globalement, tout est gelé. On sera mieux en mesure de jauger l'impact de ces compressions ce matin, à l'occasion du dépôt des crédits.

C'est au chapitre des dépenses fiscales que le coup de balai donné par Yves Séguin est le plus vigoureux. Nous applaudissons ce choix qui signale la fin de la multiplication phénoménale des crédits d'impôt aux entreprises. Ces mesures sont coûteuses (2 milliards par année), compliquent inutilement le système fiscal, et génèrent souvent des effets pervers. C'est le cas des

programmes des « cités » (multimédia, commerce électronique), qui sont abolis.

Un grand nombre de dépenses fiscales sont maintenues — le ménage devra continuer au fil d'une analyse plus approfondie — mais sont rendues moins généreuses. Les bénéficiaires de ces mesures protesteront, mais il faut savoir que, dans la plupart des cas, l'aide fiscale demeurera substantielle.

Deux décisions sont plus étonnantes. D'abord, la diminution de l'aide fiscale réservée à la recherche et au développement. La compression est moins importante que celle qui est imposée aux autres secteurs, mais compte tenu de l'importance de la R & D pour le développement d'une société, on se demande s'il n'aurait pas mieux valu l'épargner. Le domaine de la culture, névralgique lui aussi, essuiera une perte d'incitatifs fiscaux de 25 millions sur 112 millions. N'aurait-on pas pu trouver cette petite somme ailleurs ?

■ ■ ■

Contrairement aux budgets Marois, le premier budget Séguin est marqué au signe de la prudence. Le nouveau ministre des Finances se base sur une projection de croissance économique conservatrice, ce qui devrait être une pratique sacrée en matière de finances publiques.

Fait nouveau et bienvenu, le discours du budget exprime une préoccupation importante pour la croissance de la dette. Depuis cinq ans, la dette du gouvernement augmentait de deux milliards par année en moyenne. Cette hausse fait grimper les coûts d'intérêt, qui grugent aujourd'hui plus de sept milliards chaque année. Sept milliards, c'est cinq fois le coût du programme de garderies à cinq dollars ! Le budget annonce « un plan d'action dans le but de nous fixer des balises en matière d'endettement », intention qu'on ne peut qu'approuver malgré son caractère extrêmement vague.

En somme, ni le contenu ni le ton du premier budget Séguin ne donnent raison aux prophètes de malheur qui annonçaient la catastrophe. Le gouvernement libéral amorce un virage radical, certes, mais il le fait de manière ordonnée, sans saccager les services publics.

Faire durer le suspense



KATIA GAGNON
 kgagnon@lapresse.ca

Le budget Séguin, attendu de pied ferme par les familles, fait finalement durer le suspense quant au financement des garderies. Un principe est maintenu, celui de la croissance du réseau : l'objectif de 200 000 places en 2005-2006 est coulé dans le béton. Ce qui implique évidemment une croissance des coûts. Le budget laisse entendre que cette croissance pourrait être absorbée en partie par les parents, sans cependant que l'on sache encore comment, et en partie, c'est là une nouveauté, par le gouvernement fédéral.

La seule décision qui a un impact budgétaire immédiat pour le réseau, c'est la suspension de l'investissement de 200 millions que consentait Pauline Marois pour devancer d'un an la création des 200 000 places. Le réseau sera finalement terminé en 2006, et le ministre injecte 20 millions dans le développement. Les décisions difficiles en ce qui a trait au financement des services sont reportées à plus tard, à l'issue, et c'est là une excellente initiative, d'une large consultation sur cet enjeu délicat. Cependant, si le gouvernement veut réellement consulter, il faut absolument éviter de tenir cet exercice, comme c'est prévu, au beau milieu de l'été.

La vraie bonne idée du budget Séguin, c'est celle de faire payer davantage le gouvernement fédéral. Avec la mise en place du réseau de garderies à 5 \$, le fédéral a écono-

misé de l'argent, 70 millions par an en moyenne, au chapitre de l'exemption pour frais de garde. Il a retourné moins d'argent aux parents québécois parce que ceux-ci déboursaient moins pour leurs garderies. Yves Séguin voudrait récupérer ce montant. C'est parfaitement justifié. Il est injuste que le fédéral, qui clame sur tous les toits ses préoccupations pour l'enfance, ait fait des gains financiers parce qu'une province offre à ses citoyens un programme social généreux.

Mais quels que soient les résultats de négociations avec le fédéral, le montant récupéré ne sera pas suffisant pour absorber la hausse naturelle des coûts, en plus de créer de nouvelles places. Ce sont les parents qui paieront plus. Selon quelle formule ? C'est ce que le ministre décidera à l'issue de la consultation. De notre point de vue, les choix sont clairs et tiennent essentiellement en deux axes : indexation annuelle des coûts et fin de l'universalité du programme pour les familles dont le revenu dépasse 70 000 \$. Plus de place pourra également être faite aux garderies privées, si les économies qu'elles génèrent ne mettent pas en cause la qualité des services. Il ne faudrait pas, cependant, donner suite à la ridicule suggestion de l'Association des garderies privées, qui réclamait la semaine dernière de geler le développement des Centres de la petite enfance. Ce serait appliquer aux CPE la même logique dogmatique dont les garderies privées ont souffert sous la gouverne du Parti québécois. Ce n'est pas le rôle du gouvernement d'imposer une seule formule pour le développement des services de garde. Il faut laisser aux parents la prérogative de choisir.

« Oubliez les belles surprises »



Serge.Chapleau@lapresse.ca

Droits réservés

LA BOÎTE AUX LETTRES



Jean Charest

Prêts à déconstruire le Québec ?

JE CROIS QUE ce budget annonce la fin du développement des régions et cela m'attriste énormément. Une chance que Jean Charest disait qu'il avait compris les régions...

Et que penser des sommes prévues pour l'éducation et la pauvreté, qui ne peuvent même pas payer les frais courants ! Je crois sincèrement que les libéraux ont menti à la population et que le développement des régions du Québec est en péril.

Concernant le fameux « trou » de 4,3 milliards, force est de constater à la lumière des chiffres qu'il s'agissait d'une belle arnaque pour faire les coupures prévues. Mais les médias ont largement diffusé sans trop de rigueur et les chiffres viennent remettre les pendules à l'heure. Cependant, gageons que les médias ne feront pas cet effort...

Et dire que leur slogan était « Nous sommes prêts ! » Prêts à déconstruire le Québec ! Pathétique !

JEAN-HERTEL LEMIEUX
 Rimouski

Un pas en arrière

CE QUI ME choque le plus, c'est que les crédits prévus pour les utilisateurs des transports en commun ne seront pas mis en application. L'essence est de plus en plus coûteuse, les ponts et autoroutes débordent, on nous demande d'utiliser les transports en commun afin de faciliter les déplacements et le nouveau gouvernement vient encore nous couper l'herbe sous les pieds. Une mesure incitative via un crédit d'impôt aurait assurément eu des effets positifs dans les décisions d'utiliser ou non le transport en commun. Encore une fois c'est un pas en arrière et, comme qui

dirait, plus ça change et plus c'est pareil. Nous avons élu un parti pour du changement pas pour reculer il me semble. Ce n'est qu'une infime partie de ce qui nous attend... Soyons forts car il reste encore un bon quatre ans avant un autre changement !

SERGE THERRIEN
 Delson

Des procédures judiciaires ?

LES PROPOS de M^{me} Chantal Lévesque sont aussi crédibles que ceux qu'aurait Mom Boucher vis-à-vis du système judiciaire au Québec ! Si j'étais le conseiller de cette dame en matière de communication, je l'inviterais à se taire ; elle ne fait que creuser sa tombe davantage. C'est frustrant d'entendre cette histoire car on pense à tous les irritants qui sont le lot quotidien du personnel hospitalier. Souhaitons-nous que les autorités n'hésiteront pas à entreprendre des procédures judiciaires.

GAÉTAN DESCHÊNES
 Saint-Bruno

Le G.I. Joe Tortionnaire

DEPUIS QUE les guerres existent, l'histoire foisonne de massacres et d'atrocités de tous acabits. Nul besoin de jouer les vierges offensées ou l'ébahissement devant la cruauté humaine : personne ne sait formellement comment il se comporterait dans une situation de crise majeure. Avant d'avoir les deux pieds dedans.

Or, il y a une certitude : placez le pouvoir dans les mains d'une poignée de jeunots armés de mitraillettes — en exil de surcroît — et vous venez de découvrir la recette magique d'un vrai carnage. Il y a une part de noirceur en chacun de nous. Sauf que chez certains, elle apparaît et s'exalte très facilement. Notamment face à un peuple sans défense et désarmé, auquel ces lourdauds ne comprennent rien. Ni à la culture, ni à la religion ; encore moins à la langue ou à la nourriture.

Ce que ces brutes savent, par contre c'est qu'ils peuvent abuser de leurs victimes en toute impunité. Par la grâce du ciel, il s'en trouve toujours un, plus abruti que ses pairs, pour prendre des photos. Et alors la bêtise humaine est exposée à la face du monde. À notre plus grande consternation.

JOSÉE BOISSONNEAULT
 Saint-Hyacinthe

Une rue « artificielle » ?

JE DEMEURE à quelques portes de la rue Mont Royal et je suis

contre l'idée de la transformer en rue piétonnière. Je crois que ça va changer l'allure de la rue. Je ne veux pas que la rue Mont-Royal devienne comme la rue Prince-Arthur, où il y a très peu de variété de commerces, peu de variété de restaurants, où des gens se promènent à toute heure en parlant fort. La rue Prince-Arthur est agréable, mais ce n'est plus une rue de quartier, c'est une rue artificielle. La rue Mont-Royal est une rue vivante, organique. Les autos en font partie et sont une nécessité pour les petits commerces. Les gens qui veulent la changer en rue piétonne m'ont dit qu'il y aura des restrictions sur le nombre de restaurants — comment vont-ils forcer les autres commerces à rester s'ils ne font plus assez d'argent ?

JENNIFER YEO

100 % canadien

J'AIMERAI BIEN avoir une télévision avec un contenu à 100 % canadien. Je pense que nous avons de bons auteurs, de bons comédiens et de bons réalisateurs. Nous avons les structures pour réaliser de bonnes émissions. J'aimerais avoir une télévision avec un contenu canadien, mais pas pour que l'on y présente n'importe quoi. Si pour eux des émissions comme *Facteur de risques*, *Star Académie*, *La Poule aux oeufs d'or* et autres cochonneries télévisuelles c'est du contenu canadien, et bien je dis non merci. Je vais continuer à écouter *Ma Sorcière bien aimée*, *L'île de Guillian*, et des vieux films d'Elvis. Oui à une télévision canadienne, mais non à une télévision où les concepts sont copiés et le contenu est nul.

PATRICK DESMARCAIS

Du vol !

IL SUFFIT parfois de vivre un peu à l'extérieur du pays pour se rendre compte à quel point le gouvernement vole les gens.

Personnellement, je vis en Espagne depuis deux ans et demi et je peux vous dire que le vin espagnol qu'on nous vend à la SAQ, le moins cher, est autour de 8 \$. Ici, nous avons exactement le même produit, la même marque, même bouteille, même étiquette et ça coûte autour de 1,50 \$ toutes taxes incluses, au prix de détail. Quand on sait le prix que coûte un conteneur qui va en Amérique, je peux vous dire que la marge de profit est encore énorme. Alors si on nous vend ici ce produit dans les supermarchés à 1,50 \$ toutes taxes incluses, cette même bouteille la SAQ la paie sûrement moins de 1 \$.

ANNE LEMIRE

Écrivez-nous

La Presse reçoit avec plaisir le courrier de ses lecteurs. Compte tenu du grand nombre de lettres que nous recevons, il nous faut privilégier les textes courts (moins de 200 mots). De plus, nous nous réservons le droit d'élaguer tout texte que nous publions. Le courrier électronique est le moyen le plus simple de nous joindre: forum@lapresse.ca. On peut aussi utiliser la poste conventionnelle: Forum, La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, Québec H2Y 1K9. Enfin, nos lecteurs peuvent consulter notre Boîte aux lettres interactive, à www.cyberpresse.ca/lettres.

Forum

Une nouvelle vision

« Il nous faut adopter de nouvelles façons de faire, mieux adaptées au 21^e siècle, qui nous permettront de relever les défis auxquels nous sommes confrontés »

YVES SÉGUIN

Nous publions ici un extrait du discours du budget lu à l'Assemblée nationale, hier, par le ministre des Finances du Québec.

NOTRE GOUVERNEMENT s'est engagé envers l'ensemble des Québécois à porter une nouvelle vision de l'avenir. Une vision de l'avenir qui nous amène aujourd'hui à revoir le fonctionnement de l'État. Il nous faut adopter de nouvelles façons de faire, mieux adaptées au 21^e siècle, qui nous permettront de relever les défis auxquels nous sommes confrontés. Trois grands objectifs sont à la base de cette vision renouvelée que nous proposons. Ils doivent guider l'ensemble de nos travaux :

> recentrer l'État sur ses fonctions essentielles pour accorder la priorité à la santé et à l'éducation et doter nos services publics d'un financement adéquat pour en assurer l'avenir ;

> laisser place à l'initiative et à l'entrepreneuriat en ciblant mieux l'intervention du gouvernement dans l'économie ;

> améliorer l'efficacité, la performance, la transparence et l'intégrité en matière de gestion et de reddition de comptes.

Nous devons aussi résorber l'impasse financière, qui est bien réelle et qui ne peut s'éliminer qu'avec des mesures concrètes ayant un impact budgétaire. Les choix de ce budget répondent donc à une urgence à court terme et doivent être faits maintenant. D'autres décisions, qui exigent des analyses plus approfondies, devront aussi être prises au cours des prochains mois.

Resserrement des dépenses gouvernementales

Le premier axe d'intervention de ce budget est celui du resserrement des dépenses gouvernementales.

En effet, les pressions constantes pour accroître le rôle et la taille de l'État ont fait en sorte que ce dernier est devenu omniprésent et très coûteux. L'État québécois est l'un des plus interventionnistes en Amérique du Nord et son fonctionnement coûte trop cher.

Notre objectif est simple : véritablement respecter la capacité de payer des Québécoises et des Québécois. Cet exercice exigera de revoir non seulement l'organisation du gouvernement mais aussi l'ensemble des dépenses.

L'exercice doit débuter dès maintenant étant donné l'ampleur de l'impasse financière à laquelle nous faisons face. Le présent budget comporte donc d'importants resserrements des dépenses gouvernementales. Ils sont de trois ordres.

> Nous réduirons tout d'abord de 793 millions de dollars le niveau des dépenses de programmes par rapport à celui annoncé le 11 mars dernier.

> Ensuite, nous allons prendre les moyens nécessaires pour résorber des dépassements de 354 millions de dollars que l'ancienne administration n'avait pas inclus dans son total de dépenses.

> À cela s'ajoute le fait que nous avons annulé les 400 millions de dollars d'initiatives prévues lors du budget du 11 mars dernier.

Ces importants resserrements vont nous permettre de déposer un budget où les dépenses de programmes atteignent 45 800 millions de dollars. Cela représente une majoration de 3,8 % par rapport à l'an dernier. Il faut noter que cette augmentation est quand même substantielle. Mais elle demeure inférieure à la progression du PIB nominal et bien inférieure à ce qui aurait pu se produire si nous n'étions pas intervenus pour en ralentir la croissance.

Nous avons dans ce total de dépenses accordé la priorité à la santé et à l'éducation. Les budgets des autres ministères non seulement ne seront pas augmentés mais ils seront globalement maintenus à leur niveau de l'an dernier. (...)



Le ministre des Finances, Yves Séguin (à droite), a déposé, hier, à l'Assemblée nationale, le premier budget du gouvernement Charest.

PHOTO PC

« Nous devons recentrer l'intervention de l'État pour répondre à des besoins plus impérieux de nos concitoyens. » – Yves Séguin

Priorité à la santé et à l'éducation

Conformément à notre engagement auprès de nos concitoyens, nous avons dans ce budget accordé la priorité au secteur de la santé ainsi qu'à celui de l'éducation.

Ainsi, le budget du ministère de la Santé et des Services sociaux atteindra 19 115 millions de dollars pour l'exercice 2003-2004. Cela représente une augmentation de 1287 millions de dollars et donc une hausse de 7,2 % par rapport aux dépenses de l'année précédente.

Nous allons donc pouvoir mettre en place dès cette année les premiers éléments de notre stratégie dans ce secteur. C'est ainsi que mon collègue, le ministre de la Santé et des Services sociaux, a annoncé le 22 mai dernier un plan d'action pour commencer à effectuer le virage que nous avons promis. Les moyens financiers de ce plan d'action lui sont véritablement assurés.

Pour sa part, le budget du ministère de l'Éducation a été fixé à 11 485 millions de dollars pour l'exercice 2003-2004. Il s'agit d'une hausse de 397 millions de dollars et donc de 3,6 % par rapport aux dépenses de l'année 2002-2003.

Priorité aux familles

La famille est au coeur de nos priorités. C'est pourquoi, nous y avons accordé une attention particulière dans ce budget. Nous voulons faciliter la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle en offrant plus de places de garde dans le respect de la capacité de payer des contribuables. Notre

engagement est ferme : nous entendons rendre accessibles 200 000 places en services de garde d'ici mars 2006. Mais notre démarche se fera dans le respect de quatre grands principes.

> Accélérer, dès 2003-2004, la disponibilité de places en garderie.

> Assurer plus de flexibilité dans le choix des parents. Ce sont les parents qui peuvent choisir ce qui leur convient le mieux : centre de la petite enfance, garde en milieu familial ou garderie privée.

> Assurer un financement adéquat de ce programme dans le respect de la capacité de payer des Québécoises et des Québécois. Actuellement, les services de garde coûtent 1,3 milliard de dollars par année.

> Permettre que la formule de financement entraîne une hausse des contributions du gouvernement fédéral.

Compte tenu de ces principes, mon collègue, le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, établira une série de propositions qui seront soumises à une consultation et il formulera ses recommandations au gouvernement à la fin du mois d'août.

Mais avant même la fin de cette consultation, j'annonce que 20 millions de dollars additionnels seront investis dès cette année pour accélérer le développement de nouvelles places en garderie. (...)

Révision des dépenses dans l'économie

Le Québec s'est doté, au fil des ans, de leviers d'intervention pour appuyer et orienter le développement de son économie. Aujourd'hui, il est légitime d'évaluer ces outils.

Nous devons recentrer l'intervention de l'État pour répondre à des besoins plus impérieux de nos concitoyens. L'aide aux entreprises nous coûte actuellement plus cher que l'aide aux services de garde. Notre gouvernement s'est engagé à donner la priorité aux services aux citoyens. C'est ce que nous ferons.

Il est temps de reconsidérer l'ensemble de nos interventions en fonction de nos priorités sociales. Pour ce faire, nous procéderons à un examen des subventions, prêts et autres formes d'aide aux entreprises et ne conserverons que ceux qui sont réellement efficaces et essentiels. Cet exercice sera conduit par mon collègue responsable du Développement économique et régional.

Notre premier geste concret est la réduction de l'enveloppe du programme FAIRE. Cette décision s'avère nécessaire non seulement en raison du contexte budgétaire actuel mais aussi pour mettre un frein à l'escalade des engagements. À l'heure actuelle, ce programme comporte des engagements qui coûteront aux contribuables québécois 1,8 milliard de dollars, au cours des prochaines années, et qui limiteront d'autant la marge de manoeuvre du gouvernement.

Dans le cas du projet d'aluminerie de Deschambault, nous avons décidé de ne pas donner suite dans sa forme actuelle. Tel que présenté, il ne répond pas à nos objectifs. (...)

RÉPLIQUE

Transport en commun : une responsabilité des élus

GÉRALD TREMBLAY et CHANTAL DESCHAMPS

M. Tremblay est maire de Montréal et président de la CMM ; Mme Deschamps est mairesse de Repentigny et présidente de la commission du transport de la CMM.

C'EST AVEC GRAND intérêt que nous avons pris connaissance de l'éditorial de Madame Michèle Ouimet publié dans le journal *La Presse* du 3 juin 2003. Elle y soulève plusieurs questions importantes pour l'avenir de la planification, de la gestion et du financement du transport en commun dans la région métropolitaine de Montréal.

Si le texte de Madame Ouimet a le mérite de soulever un débat nécessaire sur un service public essentiel et déterminant pour la qualité de vie et le développement de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), il nous semble toutefois que la discussion mérite d'être située plus justement dans le nouveau contexte institutionnel et financier qui a cours dans la région

depuis la mise en place de la CMM.

La résolution adoptée unanimement par le conseil de la CMM à l'effet d'intégrer l'Agence métropolitaine de transport (AMT) n'est pas une négation de la qualité des interventions de l'AMT sur le territoire, bien au contraire. Elle vise plutôt à compléter une réorganisation métropolitaine qui a été initiée, rappelons-le, par le gouvernement du Québec.

Le gouvernement a créé la CMM en faisant le pari que certaines compétences stratégiques devaient être confiées à la région métropolitaine. Le transport en commun fait partie de ces compétences. Il y a donc tout intérêt à ce que sa planification, sa gestion et son financement, pour ses aspects métropolitains, puissent être pris en charge par la CMM. Les élus, imputables, sauront débattre et faire les arbitrages qui profiteront au développement de l'ensemble de la CMM et non pas, comme certains semblent le croire, de certaines parties de la région seulement. (...)

Une nouvelle vision

La création de la CMM a modifié sensiblement le paysage institutionnel de la région métropolitaine de Montréal. Avec la création de la CMM, le clivage entre le centre de l'agglomération et la banlieue est appelé à se résorber. Du reste, contrairement à ce que laisse entendre Mme Ouimet, Montréal, qui détient la moitié des voix au conseil de la CMM, ne risque pas d'être la grande perdante d'une éventuelle intégration de l'AMT à la CMM, d'autant plus que la loi accorde, en cas d'égalité des voix, une voix prépondérante au président de la CMM, le maire de Montréal.

D'ailleurs, l'élaboration de la vision stratégique de développement économique, social et environnemental de la CMM, qui fait actuellement l'objet d'un vaste processus de consultation, démontre la nouvelle coopération entre les 63 municipalités du territoire. Et que dit cette vision au sujet de ce que devrait être le transport en commun

en 2025 ? Que la CMM veut prendre le virage du transport collectif en développant un réseau accessible, rapide, attrayant et flexible qui contribuera à diminuer significativement l'usage de l'automobile. Cette vision a été adoptée par les membres du Conseil de la Communauté représentant les 63 municipalités de la CMM. C'est donc dire que les élus appuient, sans réserve, le développement du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal.

Imputabilité des élus municipaux

La question qui se pose aujourd'hui n'est pas de savoir si les élus locaux appuient le transport collectif. Il s'agit plutôt de tirer partie de la CMM comme forum qui permet à des élus imputables devant la population de débattre de questions tout à fait légitimes politiques en terme de développement, de gestion et de financement des réseaux de transport en commun.

Les débats structurels s'avèrent presque toujours stériles. Les insti-

tutions qui permettent de planifier, développer, gérer et financer nos équipements publics sont le fruit de décisions politiques. Il ne s'agit donc pas ici de décrier l'AMT qui, en étroite collaboration avec les autorités organisatrices de transport (AOT), a fait un excellent travail pour favoriser l'utilisation du transport en commun. Il s'agit plutôt de compléter une réforme, de donner à la CMM tous les outils qui lui permettront de participer pleinement au développement de la qualité de vie de la région métropolitaine de Montréal.

Le vrai pouvoir

C'EST VRAI que Montréal a une voix prépondérante au conseil de la CMM mais c'est le comité exécutif qui détient le vrai pouvoir. Et là, Montréal et la banlieue ont un nombre égal de sièges, soit quatre chacun, et personne n'a de voix prépondérante. Une bonne façon de paralyser un organisme...

Michèle Ouimet

1 JOUR SEULEMENT

Super samedi, le 14 juin 2003



348⁸⁸

Laveuse de super capacité

6 cycles et 3 réglages de température.
N° 19422. Rég. Sears 449,99.

- **Le plus grand choix de gros appareils ménagers au Canada**
- **Service après-vente assuré^{MC}**
- **Garantie de parité des prix pour les gros appareils ménagers de grandes marques; détails en magasin**
- **Satisfaction garantie ou remboursement**

Pas d'acompte, pas de frais de paiement différé, pas de paiement avant janvier 2004 pour les gros appareils ménagers et plus!

Pas de paiement avant janvier 2004 avec la carte Sears seulement, sur approbation de votre crédit.

Achat minimum: 200 \$.

GROS

SEARS

CLUB SEARS

ARTICLES EN PROMOTION

Pour les machines à coudre et les aspirateurs, l'offre 'Gros articles en promotion' en vigueur jusqu'au 28 juin 2003. Pour les gros appareils ménagers, l'offre 'Gros articles en promotion' en vigueur jusqu'au 1^{er} juillet 2003 (si Sears est ouvert) et elle peut être prolongée.

Prix en vigueur le samedi 14 juin 2003, dans la limite des stocks

50

50 ans de qualité, bons prix, service, fiabilité

SEARS[★]